

rer le bill sur l'impôt des sociétés ainsi que la disposition relative aux amortissements rapides?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, le député comprendra que le ministre des Finances, au nom du gouvernement, a présenté ce bill comme une mesure à long et à moyen terme. Il ne s'agit pas d'une réaction à l'accroissement singulièrement élevé cette année ou très bas il y a deux ans.

M. Nystrom: Monsieur l'Orateur, étant donné que les bénéfices sont assez forts depuis deux ans, le premier ministre peut-il nous indiquer jusqu'à quel point ils devront s'élever pour qu'il retire le bill prévoyant une réduction de l'impôt des sociétés?

M. l'Orateur: A l'ordre.

* * *

[Français]

LES JEUNES

LE PROGRAMME «PERSPECTIVES-JEUNESSE»—LA DISPONIBILITÉ DE CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES

M. Adrien Lambert (Bellechasse): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable secrétaire d'État.

Étant donné le grand nombre d'étudiants qui n'auront pas d'emploi au cours de l'été et que des centaines de projets de «Perspectives-Jeunesse» ont été refusés à cause d'un manque de fonds, le ministre peut-il dire s'il a fait des instances auprès du Conseil du Trésor en vue d'obtenir des crédits supplémentaires pour lui permettre d'accepter un plus grand nombre de projets? Dans l'affirmative, s'attend-il de recevoir une réponse favorable?

[Traduction]

L'hon. James Hugh Faulkner (secrétaire d'État): Non, monsieur l'Orateur. Je n'ai pas fait cette recommandation et je n'en ai d'ailleurs pas l'intention pour le moment.

* * *

LES PÉNITENCIERS

LE DEGRÉ DE RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT QUANT AUX PERTES OCCASIONNÉES AUX CITOYENS PAR LES ÉVADÉS—LES MESURES ENVISAGÉES

M. Stan Schumacher (Palliser): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au solliciteur général. Elle concerne les problèmes croissants que créent pour les Canadiens de tout le pays les absences non autorisées de détenus d'établissements relevant du ministre. Le gouvernement envisage-t-il de protéger les citoyens contre les pertes résultant de leurs rapports avec ces gens? Je veux parler de deux personnes qui ont quitté l'établissement d'Agassiz en avril, dont l'une avait été arrêtée pour fraude. Cet homme circule maintenant dans le pays avec son collègue et émet de faux chèques visés, le dernier incident s'étant produit à Calgary.

Questions orales

M. l'Orateur: A l'ordre.

L'hon. Warren Allmand (solliciteur général): Oui, monsieur l'Orateur. Comme le député le sait, le 1^{er} juin, j'ai annoncé un programme destiné à diminuer les absences temporaires. De plus, nous avons pris des mesures pour renforcer la sécurité aux abords de la plupart de nos pénitenciers. Nous espérons ainsi mettre un terme aux absences non autorisées.

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Nous sommes arrivés à la fin de la période des questions. Le député pourrait-il poser sa question supplémentaire rapidement et ensuite je donnerai la parole au député de Saint-Hyacinthe.

M. Schumacher: Ces gens ne se sont pas échappés. On les avait laissés sortir pour aller danser. Dans ma question, je cherche à savoir si le gouvernement assumera une partie de la responsabilité pour ces procédures administratives déficientes, envers les gens qui subissent des pertes d'argent du fait que ces gens sont en liberté.

M. Allmand: Monsieur l'Orateur, nous envisageons cette possibilité. De plus, la situation dont parle le député a été améliorée. Ces gens se trouvaient en absences temporaires. Les absences temporaires font maintenant l'objet d'un examen beaucoup plus strict que dans le passé.

* * *

[Français]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

VIETNAM—LE SORT DU CONTINGENT CANADIEN AU SEIN DE LA COMMISSION DE CONTRÔLE—LA DÉCISION DU GOUVERNEMENT QUANT AU RETRAIT

M. Claude Wagner (Saint-Hyacinthe): Monsieur le président, je désire poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

Étant donné les rapports de danger croissant pour le contingent canadien au Vietnam, l'honorable ministre a-t-il reçu un rapport complet à ce sujet? Dans l'affirmative, peut-il en faire part à la Chambre et indiquer en même temps si des plans ont été arrêtés pour qu'un retrait plus rapide que prévu ait lieu?

[Traduction]

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Oui, monsieur l'Orateur. J'ai reçu un rapport assez complet sur les derniers événements au Vietnam. Comme le député et la Chambre l'ont appris dans les journaux, à la fin de la semaine dernière, les hommes de notre contingent ont été consignés à leurs quartiers vu la reprise de la violence et des combats. Ils ne sont plus assujettis à ces restrictions. Les actes de violence ont accusé une baisse très marquée. Nous surveillons la situation de près. J'estime qu'il ne sera pas nécessaire, je l'espère, de retirer notre contingent plus tôt que prévu, car cela signifierait qu'il y a eu reprise plus ou moins générale des combats malgré l'entente de cessez-le-feu.